

Politique

Généralions NC se félicite de son ancrage local

Trois jours après le second tour des municipales, Généralions NC s'est félicitée de compter parmi ses rangs trente-neuf conseillers municipaux répartis sur onze communes (Nouméa, Dumbéa, Mont-Dore, Boulouparis, La Foa, Farino, Moindou, Poya, Pouembout, Koné et Voh). « Par son poids électoral, Généralions forme la deuxième force loyaliste du pays », indique le parti créé par Nicolas Metzdorf et Nina Julié. Ceux-ci sont désormais tournés vers la campagne référendaire « au sein du front loyaliste en portant notre projet d'une Nouvelle-Calédonie dans la France du XXI^e siècle ».

Politique

Une « journée de mobilisation pour le oui » samedi au Mwâ Kââ

Le référendum interviendra dans trois mois. Le FLNKS invite « ses militants-militantes, sympathisants-sympathisantes et les citoyens-citoyennes du pays » à la « journée de mobilisation pour le oui » ce samedi au Mwâ Kââ à Nouméa, à partir de 9 heures. « A cette occasion, comme tous les 4 de chaque mois, désormais, nous afficherons nos couleurs, comme nous demandons à nos militants de le faire sur l'ensemble du pays. De plus, lors de cette journée, le FLNKS entend exprimer sa solidarité envers les peuples en lutte pour leur liberté, notamment, le Tavini, les peuples de Bougainville, de West Papua et de la Palestine » écrit le Front. Des prises de parole de responsables politiques sont programmées.

Economie

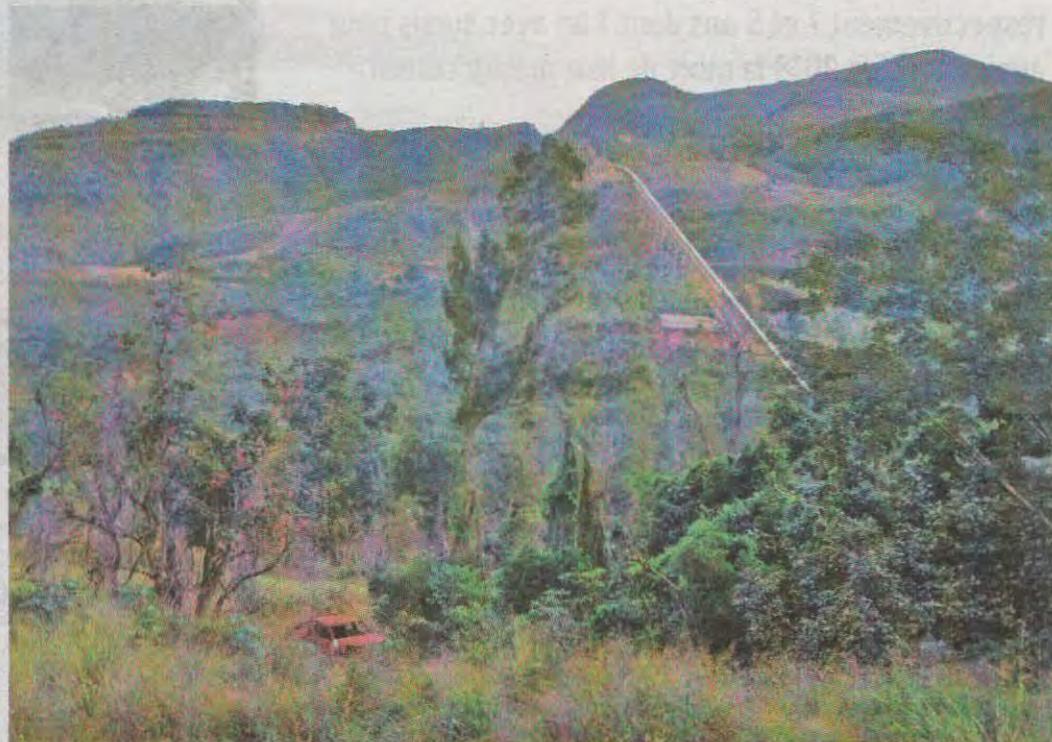
Le Medef-NC rappelle ses fondamentaux pour sa feuille de route

Dans un communiqué publié mardi, le Medef-NC a tenu à « rappeler ses fondamentaux », « au sortir des élections au sein de sa fédération, organisation patronale apolitique ». « Notre organisation n'accepte aucune ingérence des politiques » écrit le Medef-NC. « Rassembler reste notre première force de conviction » pour « apporter une vision sur une croissance durable de la Nouvelle-Calédonie et des avis raisonnés sur les grandes orientations. » Déclarant que « le succès du destin commun passe par la création de richesses et [que] le Medef-NC place l'entreprise à l'avant-garde des grandes évolutions du territoire », ce communiqué signé du nouveau président de son comité directeur, Samuel Hnepeune, rappelle que « fort de ses fondamentaux, le Medef-NC ne saurait être instrumentalisé au profit des uns ou des autres » et que « c'est dans cette liberté que le comité directeur établira dans les semaines qui viennent sa feuille de route ».

Les discussions sur « la bonne voie » à Kouaoua

MINES. La SLN va-t-elle respirer ? Le collectif Chêne-gomme a demandé la présence des institutions à la signature du protocole de fin de conflit. Un événement souhaité ce samedi à Kouaoua.

La fin des tensions est-elle proche à Kouaoua ? Les conditions sont réunies pour déboucher sur une issue favorable, espère-t-on sur place. La commune minière subit depuis 2018 une série d'incidents graves, du énième incendie de la Serpentine - ce convoyeur unique permettant de descendre le minerai de la montagne au bord de mer -, au raid contre des logements SLN dans le lotissement « Niminra » des cadres en avril. Le ras-le-bol des habitants est patent, la Société-Le Nickel étudie elle plusieurs options, même la plus radicale. Après trois semaines de pourparlers, une rencontre « de la dernière chance » selon l'expression entendue, est intervenue, mardi dans la commune, entre les coutumiers, des représentants de la population, les jeunes, des membres du collectif Chêne-gomme, ainsi que des cadres de la SLN dont le directeur général, Colin McGibbon. Des barrages routiers étaient installés à hauteur de la tribu de Koh et de l'axe vers Houaïlou. Tout comme les centres



La commune de Kouaoua et le centre minier de la SLN sont secoués depuis 2018 par des incidents à répétition.

Photo Y.M

miniers de la SLN et de la NMC étaient bloqués. Une démarche ferme, non pas par mécontentement, mais par volonté de regrouper tout le monde dans le village de Kouaoua pour participer à la réunion. Paradoxe de la situation, « ceux qui ont bloqué ces accès à la mine veulent sauver la SLN et chasser les tensions » résume un habitant. L'idée centrale des échanges : trouver un consensus, rapidement. « C'est sur la bonne voie ».

ARRÊTÉ SUSPENSIF

Il y a un peu moins de deux ans, un groupe mené par Hollando

Nimiroi s'était opposé à l'exploitation des gisements de Mont-Calm et de Chêne-Gomme par la SLN, pour des questions environnementales. Ce même porte-parole était présent mardi, et son collectif Chêne-gomme a abordé à nouveau tout ou partie de cette revendication. Néanmoins, fin août 2018, la province Nord avait pris un arrêté suspensif des travaux préparatoires à l'exploitation des massifs au cœur du conflit à Kouaoua.

Le collectif a par ailleurs posé une demande cette semaine : la présence des institutions à la signature du protocole de fin de

conflit. Par institutions, il faut entendre l'Etat, la province Nord, la Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie (Dimenc), mais aussi la mairie. L'association Chêne-gomme souhaite voir l'événement intervenir ce samedi. Des invités sont un peu échaudés par des expériences houleuses dans le passé. La discussion se poursuit. Tous apprécient déjà ce regroupement de l'ensemble des parties prenantes - inimaginable il y a peu encore - et la concertation sans éclats de voix. Jeunes et vieux se parlent.

Yann Mainguet

Une passerelle entre les jeunes et la Finc



Le président de l'APEJ, Eugène Wachoima, et celui de la Finc, Xavier Benoist, ont officialisé hier le rapprochement entre les structures.

Photo Y.M.

SOCIÉTÉ. Il n'y a pas si longtemps, le sociologue Jone Passa et la Fédération des Industries de Nouvelle-Calédonie avaient beaucoup échangé sur le projet Milkman, du nom du professeur venu présenter son modèle de prévention des addictions chez les jeunes. Une nouvelle marche est franchie, officialisée hier par la signature d'une convention entre la Finc et l'Association pour la protection de l'enfance et de la jeunesse en Nouvelle-Calédonie, dont Jone Passa est directeur. Le principe pilier très intéressant : permettre à des jeunes âgés de 16 à 18 ans suivis par la structure APEJ d'in-

tégrer des entreprises pour des parcours de découverte des métiers. Le but est de lutter contre la déscolarisation.

Le nouveau modèle économique et social calédonien « ne se construira pas sans la jeunesse, sans l'industrie » observe Xavier Benoist, président de la Finc. « Il faut donc créer ces passerelles entre des mondes qui a priori sont éloignés et qui pourtant ont un avenir commun ». Pour Jone Passa, « responsabiliser et remotiver la jeunesse, c'est aussi lui reconnaître cette capacité à se repenser, à trouver elle-même ses voies ».

Y.M.

ENTRETIEN AVEC **Jean-Louis d'Anglebermes**, membre du gouvernement en charge de l'emploi

« Une partie des crédits économisés doit surtout financer la formation et l'insertion »

La crise économique due au Covid-19 accentuera demain encore les difficultés des Calédoniens à la recherche d'un emploi, selon Jean-Louis d'Anglebermes. Pour le membre de l'exécutif, une part non consommée des crédits dédiés au chômage partiel doit ainsi servir à la formation.

Les Nouvelles calédoniennes :
La crise sanitaire amène-t-elle à revisiter des principes du marché de l'emploi ?

Je pense qu'il faut prendre conscience que la crise sanitaire liée à la Covid-19 s'est doublée d'une crise économique, mais aussi et surtout d'une crise du modèle économique prévalent. Les solutions de sortie de cette crise ne seront donc pas seulement d'ordre économique, mais elles s'appuieront sur tous les secteurs d'action de la puissance publique.

L'actualité en donne un parfait exemple : je viens de prendre connaissance de l'« Enquête sur les forces de travail en Nouvelle-Calédonie » pour 2019. Nous pouvons constater que l'emploi s'est maintenu depuis 2017 : le taux de chômage, au sens de l'Organisation internationale du travail, était de 10,9 % l'an passé, alors qu'il était de 11,9 en 2018. Les personnes en recherche d'emploi qui ne sont pas



« La crise nous montre que nous devons compter sur nous-mêmes » note le membre de l'exécutif en charge des secteurs du travail, de l'emploi, du dialogue social, de la formation et de l'insertion professionnelles. Photo Thierry Perron

« Est-il possible aujourd'hui et encore plus demain de laisser ces forces vives s'enfoncer dans la paupérisation et l'exclusion ? »

chômeurs au sens de l'OIT (personnes pas inscrites au chômage et pas immédiatement disponibles pour travailler, etc. NDLR), sont aussi nombreuses que les chômeurs déclarés. Dans ce halo, nous trouvons principalement des personnes non qualifiées, jeunes, Océaniennes, et majoritairement femmes. Leur expérience professionnelle se résume à des emplois pas ou peu qualifiés et précaires. De façon évidente, la crise actuelle ne fera qu'amplifier ce phénomène déjà inquiétant.

Quelles sont alors les préconisations ?

Est-il tout d'abord possible, aujourd'hui et encore plus demain, de laisser ces forces vives s'enfoncer dans la paupérisation et l'exclusion, alors même que le produit intérieur brut de la Nouvelle-Calédonie est de plus de 1 000 milliards de francs pour 271 000 habitants ? Il s'agit en

plus d'un gâchis économique, car ces personnes contribuent peu à la production de richesses et peu à la consommation. Les former et pouvoir ainsi leur donner plus de chances d'être des citoyens à part entière et de retrouver leur dignité est une nécessité à la fois morale, sociale et économique. La politique que je porte n'a pas attendu la crise de la Covid-19 pour être volontariste en termes de formation et d'insertion envers ces publics : nous avons prouvé que nous pouvions, dans un contexte budgétaire très contraint où les crédits alloués à la formation professionnelle ont baissé de 54 % en cinq ans, continuer à former plus de 1 000 stagiaires et alternants par an avec un taux d'insertion de plus de 50 % dans un public prioritairement éloigné de l'emploi.

La crise Covid-19 est arrivée...

La séquence Covid-19 nous invite à aller encore plus loin et à être plus imaginatifs, car la crise sanitaire que nous avons connue et que nous continuerons à subir a montré les limites du modèle actuel. Notre dépendance quasi-systémique vis-à-vis de l'extérieur nous fragilise sur des aspects essentiels de notre vie quotidienne, et il est temps, comme le font de nombreux pays de par le monde, de réfléchir à un modèle économique plus résilient et plus soutenable.

Estimez-vous que ce message puisse être entendu par la nouvelle équipe du Medef par exemple ?

Je suis pleinement satisfait de constater que les adhérents du Medef ont su faire preuve de responsabilité en portant à leur tête une équipe consciente des enjeux actuels et convaincue que le monde d'après n'est pas celui d'avant. Ils ont ainsi fait pièce à une tendance qui n'avait ni compris la crise, ni appris d'elle et dont la me-

« Les adhérents du Medef ont su faire preuve de responsabilité. »

sure phare consistait à favoriser une immigration choisie de plus de 200 000 personnes afin d'augmenter le marché intérieur. Ils faisaient ainsi fi de l'histoire politique du pays, ignorant superbement les populations laissées-pour-compte, et oubliant les vertus d'un ancrage régional du pays en privilégiant la relation verticale avec la Métropole.

Quels sont les premiers retours de la mesure de chômage partiel ?

Le monde d'avant a la vie dure, et j'en veux pour preuve justement

cette mise en place du chômage partiel comme soutien des entreprises, mais surtout et avant tout des salariés. En fait, si cette mesure aura un coût cinq fois inférieur à ce qui était prévu, c'est essentiellement du fait que les contraintes imposées par la puissance publique aux entreprises pour accéder à ce dispositif ont poussé certaines sociétés à faire des salariés la variable d'ajustement de la crise, en leur imposant congés forcés ou sans solde, comme l'atteste l'analyse de l'Isee. C'est faire porter une fois de plus l'essentiel de l'effort sur les plus fragiles.

C'est pourquoi les crédits ainsi économisés sur un emprunt dont les intérêts avoisineront les 6 milliards de francs devront non pas maintenir artificiellement à flot des entreprises non citoyennes, mais financer des initiatives économiques visant à assurer pour la Nouvelle-Calédonie un développement éthique et soutenable en relocalisant l'activité, en développant la production locale et en recherchant l'autosuffisance. Une partie de ces crédits économisés doit surtout financer la formation et l'insertion du public notamment celui le plus éloigné de l'emploi. C'est le moment de former les gens. Cet argent doit soutenir un investissement, et non pas une charge à fonds perdus. Faute d'une politique de cette nature, nous ne pourrions jamais réduire le déficit de notre balance

« La maîtrise de nos ressources »

Pour la troisième fois, début juin, le projet de loi sur l'exportation de minerais depuis les « réserves métallurgiques », a été retiré de l'ordre du jour du gouvernement, car aucune majorité n'était prête à voter le texte avant transmission au Congrès. « La maîtrise de nos ressources non renouvelables est une nécessité absolue, et il faut que cesse cette escroquerie intellectuelle qui consiste à nous faire croire que nous ne pouvons vivre que grâce à la France, ou pire encore, que c'est grâce à la France que nous vivons au-dessus de nos moyens, ce qui est insultant à l'égard tant des Calédoniens que de la population de l'Hexagone et ultramarine » insiste Jean-Louis d'Anglebermes, de l'Union calédonienne. « La Nouvelle-Calédonie ne profitera pleinement de ses richesses naturelles que lorsqu'elle en aura la maîtrise totale ».

commerciale qui représente 150 milliards de francs de perte sèche à comparer aux 28,5 milliards que nous venons d'emprunter, une goutte d'eau si les problèmes structurels ne sont pas réglés.

Vers quels secteurs devront être tournées ces formations ?

Ce modèle économique plus résilient et plus soutenable évoqué passera obligatoirement par un effort inédit de formation aux compétences et aux métiers nouveaux que cette mutation engendrera. On peut penser, entre autres, à l'agriculture et à la recherche de l'autonomie alimentaire, mais aussi au rôle du monde traditionnel dans la préservation de l'environnement et l'aménagement des espaces naturels. Nous devons également identifier des voies nouvelles d'organisation du travail permettant de créer, par la formation, des viviers de Calédoniens à forte expertise dans des domaines clés pouvant être sollicités par plusieurs acteurs économiques ayant de tels besoins. Je pense par exemple aux métiers de l'économie verte et de l'économie bleue qui ont un fort potentiel d'avenir. Et dans lesquelles la Nouvelle-Calédonie doit s'engager pleinement.

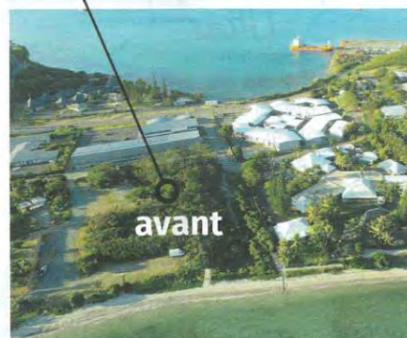
Propos recueillis par Yann Mainguet

Un centre moderne pour polyhandicapés en 2021

En août prochain, l'Association Calédonienne des Handicapés (ACH) va construire un centre moderne – avec balnéothérapie et salle Snoezelen – pour la prise en charge de 50 jeunes polyhandicapés en accueil de jour à Nouville. Un projet de 1 milliard qui participera à la diversification de l'offre de soin médico-social sur le Caillou.



après



avant

En Nouvelle-Calédonie, les personnes en situation de handicap représentaient 2,7% de la population en 2016, or le manque d'infrastructures dédiées y est problématique. En effet, on compte seulement 2,6 places d'accueil pour 1 000 habitants, contre 7,4 pour 1 000 en France métropolitaine. L'Association Calédonienne des Handicapés (ACH), qui agit pour la dignité des personnes handicapées dépendantes et promeut différentes activités susceptibles d'apporter un soutien matériel et moral, gère des établissements appropriés pour la prise en charge éducative, sanitaire, médicale et paramédicale des enfants, adolescents et adultes polyhandicapés sur le territoire.

Et outre un déficit de structure, l'ACH déplorait un sous-dimensionnement du centre d'accueil spécialisé pour enfants dépourvus d'autonomie (Cajeda) qu'elle gère à Montravel, à l'ouest de Nouméa. Actuellement, l'association est coupée en deux entre le foyer de vie Paul Reznik en Nouville - qui héberge à l'année des adultes à mobilité réduite - et celui de Montravel.

Pour développer les infrastructures spécialisées, l'association a décidé de

construire et d'aménager un nouveau centre moderne d'accueil de jour pour jeunes polyhandicapés, en août prochain, à côté du foyer Paul Reznik.

« Garder un lien familial »

Cette mitoyenneté permettra à l'association de mutualiser les moyens professionnels et financiers. « Il va permettre d'améliorer la qualité et la quantité de la prise en charge. Nous allons également créer un service d'accompagnement de la vie à domicile et un pôle intervenant avec un kinésithé-

rapeute qui pourra recevoir des personnes extérieures », a assuré Michel Julia, président de l'ACH.

Grâce au prêt, le Cajeda pourra emménager à l'automne 2021, en bord de mer, dans un bâtiment neuf de 50 places – contre 31 pour le précédent. « Un environnement familial est primordial pour le développement personnel des jeunes. Grader le lien avec la famille est gage de stimuli », a affirmé le président de l'ACH. « C'est une démarche océanienne et humaniste », a expliqué de son côté, Jean-Marc Thihmana, l'architecte du projet. Des jeunes de 0 à 25 ans y seront répartis en différentes unités selon leur âge.

Le centre sera doté d'un espace de permaculture et d'une balnéothérapie mais également d'une salle Snoezelen – espace aménagé avec une lumière tamisée, des couleurs et de la musique douce pour stimuler les 5 sens – unique en Nouvelle-Calédonie.

Le projet participera donc à la diversification de l'offre de soins médico-social préconisée dans le cadre d'intervention stratégique 2015-2018 pour la Nouvelle-Calédonie.

Hugo Coëff

Rencontre entre la CPME-NC et les entrepreneurs de Lifou

Le président de la province des îles Loyauté et le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME-NC) ont signé début mars une convention afin d'accompagner une cinquantaine d'entreprises de Lifou, Maré et Ouvéa dans le développement de leurs activités.

A cause du confinement et de la crise du Covid-19, la CPME-NC n'avait pas encore pu se déplacer. Jeudi 25 juin, une délégation d'entrepreneurs bénévoles de l'association a enfin pu faire un premier déplacement à Lifou. Des ateliers ainsi que des têtes à têtes avec les chefs d'entreprise se sont étalés durant deux jours pour répondre à divers thèmes tels que les impacts de la crise de la covid-19, la gestion et le développement d'une entreprise, la comptabilité, les finances, etc. La convention comprend six déplacements durant un an. Des délégations se rendront à Maré et Ouvéa afin de proposer les mêmes activités, mais il s'agira également de maintenir la relation avec les entrepreneurs de Lifou. « Il y a besoin d'un suivi. Ce sont les entrepreneurs des îles Loyauté qui ont eux-mêmes fait la demande d'un accompagnement. Ils sont isolés et n'ont

souvent que des institutions vers qui se tourner quand ils ont des questions or ces deux jours leur ont permis de parler avec d'autres chefs d'entreprises de la CPME et de se rencontrer les uns et les autres », précise la CPME-NC.

Une nouvelle Case de l'entreprise

Cette convention a été signée en parallèle de la restructuration de la Case de l'entreprise, centre de gestion basé à Lifou. « Nous souhaitons que, par la suite, la Case de l'entreprise effectue cet accompagnement pour qu'il puisse être pérennisé dans le temps grâce à une plateforme locale. Aujourd'hui, elle fait essentiellement la tenue de comptabilité mais nous voudrions qu'elle augmente en compétences et

rassemble à temps plein les principaux partenaires économiques », décrit Jean-Pierre Hnawia, chargé de mission pour le développement économique au secrétariat général de la province des îles. Le projet devrait être acté mardi 30 juin et porterait le nom de Case de l'entreprise Labéco, « pour laboratoire économique ». Une plateforme numérique sera également mise en place pour un accès à distance et deux antennes seront installées à Maré et Ouvéa. Jean-Pierre Hnawia ajoute : « Il y a un vrai besoin, surtout aujourd'hui, les entreprises des îles dépendent beaucoup des croisiéristes alors avec la crise sanitaire elles ont besoin d'aide. Il y a aussi eu le blocage d'Air Calédonie. C'est une période difficile. »

Sylvie Nadin



SAMUEL HNEPEUNE

Président

Fédération des entreprises

MEDEF NC



« Une nouvelle équipe à la tête de la Fédération des entreprises de Nouvelle-Calédonie, pour accélérer la reprise économique, dans un esprit constructif responsable et solidaire »

Juin 2020.



MIMSY LA SELVE

1ère Vice-Présidente
Relations extérieures et R.S.E.



VALÉRIE ZAOUÏ

2ème Vice-Présidente
Service aux adhérents



THIBAUT MARTELIN

3ème Vice-Président
Développement et Relance



DOMINIQUE KATRAWA

4ème Vice-Président
Innovation et Numérique



DANIÈLE BRAULT

Présidente



JAMES DOUYÈRE

Président



GUILLAUME BENOIT

Président



ALEXANDRE LAFLEUR

Président





Une nouvelle page au Medef-NC

L'organisation patronale tenait ses élections le 17 juin. Le scrutin a vu sortir en tête des urnes la liste Uni Medef-NC, conduite par Valérie Zaoui, devant celle de Divy Bartra, Medef 2.0. D'un commun accord, les deux listes se sont toutefois réparti les postes de manière équitable, laissant la présidence à Samuel Hnepeune, le PDG d'Aircal, candidat Uni Medef-NC.

Une fois n'était pas coutume, deux listes étaient en lice aux élections pour le renouvellement des comités directeur et exécutif de la plus vieille organisation patronale du territoire créée en 1936. Après une campagne un peu rude entre Uni Medef-NC de Valérie Zaoui et Medef 2.0 de Divy Bartra, les candidats ont décidé d'enterrer la hache de guerre. À l'issue du scrutin qui a vu la victoire de la première, un consensus a émergé pour permettre aux deux listes d'être représentées de manière paritaire. Afin de respecter le choix des électeurs, c'est un des colistiers de Valérie Zaoui qui préside le Medef-NC pour les deux prochaines années et c'est donc Samuel Hnepeune, le PDG d'Aircal, qui assumera ce rôle. Le chef d'entreprise, qui a commencé dans la banque avant de prendre les rênes de la Sodil, société d'économie mixte de la province des Îles, est devenu le président du conseil d'administration d'Air Calédonie en 2012, en plus de sa fonction de secrétaire général adjoint du gouvernement. Il est nommé directeur général l'année suivante. Si certains s'interrogent sur la nomination d'un responsable d'une entreprise à capitaux publics à la tête du Medef-NC, ce dernier n'y voit, au contraire, aucun obstacle, rappelant que le programme porté pendant sa mandature sera celui d'une équipe et non pas celui d'un président. Une telle nomination n'est d'ailleurs pas vraiment une nouveauté au Medef-NC



Valérie Zaoui, Samuel Hnepeune et Mimsy la Selve.

puisque de 2001 à 2004, Olivier Razavet, alors aux commandes de la compagnie aérienne domestique, présidait le mouvement patronal. Ce fut aussi le cas de Didier Leroux, devenu le patron des patrons de 1970 à 1992 et qui participa à la création d'Aircal dont il était le président de 1985 à 1988. En revanche, c'est bien la première fois qu'un Kanak se retrouve à la tête de l'institution et qui plus est, un homme que l'on dit proche de l'Union calédonienne, même s'il n'a jamais affiché publiquement ses orientations politiques.

Peser dans les réformes à venir

Autre changement, c'est également la première fois que deux femmes se retrouvent aux places de vice-présidentes. En première vice-présidente, on retrouve Mimsy La Selve, gérante de la société Stock import, qui sera en charge des relations extérieures ainsi que du dossier de la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises. Valérie Zaoui, fondatrice d'Hestia gouvernantes,

occupe, quant à elle, le poste de deuxième vice-présidente, en charge des services aux les adhérents.

L'annonce du résultat s'est faite sans déclaration tonitruante sur les priorités du mouvement pour les deux prochaines années. « La volonté de Daniel Ochida était que nous parvenions à réunifier le Medef-NC, explique Samuel Hnepeune. Plutôt qu'un affrontement, les deux listes ont fait le choix de se retrouver sur les points de convergence des deux programmes. Nous organiserons très prochainement un séminaire avec l'objectif de produire un livre blanc qui définira la nouvelle stratégie du Medef-NC pour la mandature. Elle dressera les grands axes de travail et le calendrier. L'unité que nous affichons n'est pas une unité de façade, c'est bien le résultat de la fusion des deux listes ».

En dehors du programme qui reste encore à définir, Samuel Hnepeune entend que la nouvelle stratégie fasse du Medef-NC une organisation solidaire et responsable qui aura toute sa place dans le débat public et face aux partenaires sociaux. Et pour que la voix porte, le message « devra être le plus clair possible », insiste le nouveau président. Une nécessité, comme le souligne Romain Babey, le trésorier du comité directeur, en cette période difficile post-Covid. « Notre objectif est de faire des propositions les plus efficaces possibles de manière à ce qu'elles soient comprises et puissent être validées et reprises ». Le calendrier des réformes à venir est particulièrement chargé. ■

L'emploi rebondit en 2019

L'Institut de la statistique et des études économiques vient de publier la synthèse annuelle de l'emploi pour 2019. Après plusieurs années de dégradation, le marché du travail avait trouvé une certaine stabilité. La crise liée au Covid-19 devrait toutefois faire exploser les chiffres du chômage cette année.

L'Issee vient de publier la synthèse annuelle de l'emploi salarié en 2019. Bonne nouvelle, la situation du marché de l'emploi a cessé de se détériorer. Avec une très légère hausse de 0,3 % sur l'année, il s'est stabilisé après trois années de baisse continue. Le niveau moyen reste supérieur à la moyenne sur dix ans et la légère reprise de 0,3 % (200 emplois supplémentaires) permet même de retrouver un niveau d'emploi supérieur à celui de 2018. Dans le détail, ce sont les services et l'industrie qui tirent l'emploi privé et permettent de compenser les destructions d'emploi enregistrées dans le bâtiment et la construction et, dans une moindre mesure, dans le secteur du commerce. Les grandes entreprises et celles de moins de 30 salariés ont employé moins de personnes qu'en 2018. La reprise vient d'entreprises qui ne comptaient aucun salarié en 2018. Ces 800

entreprises ont permis de créer 2 100 emplois salariés en 2019.

Si les différents plans de relance économique n'ont fait l'objet d'aucune évaluation sérieuse, les chiffres laissent à penser qu'ils ne portent pas leurs fruits. Le prolongement du plan Pulse (plan d'urgence local de soutien à l'emploi mis en place en 2016) n'a pas permis d'empêcher l'explosion des licenciements économiques (+ 81 % par rapport à 2018) alors que le coût des différents dispositifs n'est pas anodin, en particulier pour la Cafat.

Du mieux avant le plongeon ?

Le secteur des services tire particulièrement bien son épingle du jeu. Après une année 2018 atone, le nombre de création d'emplois a été important en 2019. Au sein des services, les activités de santé sont particulièrement

pourvoyeuses. Les effectifs des services de santé et de l'action sociale ont progressé de 4,8 % en 2019. L'emploi dans les activités de services administratifs progresse également tout comme dans les transports. L'industrie confirme sa reprise, comme le souligne la synthèse de l'Issee. Après deux années de réduction d'effectifs en 2016 et 2017, le nombre d'emplois a progressé en 2018 et 2019.

À noter l'évolution positive des chiffres du chômage. Le nombre d'indemnisés passe de 2 270 en 2018 à 2 321 personnes en 2019. Dans le même registre, les licenciements économiques sont passés de 133 en 2018 à 272 en 2019. Des chiffres qui traduisent une situation économique morose qui n'augure rien de bon avant même le début de la crise liée au Covid-19. L'Issee relève les chiffres de l'emploi tous les trimestres et les publie avec trois à quatre mois de décalage. Les



premiers effets de la crise sanitaire sur l'emploi devraient pouvoir être observés à partir du mois de juillet avec la publication des chiffres pour le premier trimestre. Mais ce sont plus vraisemblablement les chiffres d'octobre, pour le deuxième trimestre, qui donneront la réelle mesure de la crise. ■

115 129 électeurs appelés aux urnes

MUNICIPALES. Trois mois et demi après le premier, le second tour a lieu demain dans 22 des 33 communes de Calédonie.

Dans les onze autres, l'affaire s'est jouée le dimanche 15 mars.

Demain dimanche, 115 129 électeurs sont appelés à élire leurs conseils municipaux et leurs maires dans 22 communes du territoire. C'est tout juste un peu plus de la moitié des effectifs du 15 mars 2020, date du premier tour des élections municipales (212 884 électeurs), mais qui concernait alors 33 villes et villages, dont la capitale Nouméa où il n'y aura pas de second tour.

Ce délai très inhabituel de trois mois et demi entre les deux tours d'un même scrutin s'explique évidemment



Le 15 mars, Koné avait obtenu un taux de participation raisonnable de 60,5 %

Photo Archives LNC

par la crise sanitaire qui a obligé la Nouvelle-Calédonie à se confiner, comme pratiquement toute la planète, à limiter drastiquement les déplacements et à interdire les re-

groupements pour éviter la propagation du coronavirus.

Le gros de la crise étant passé, le second tour se tiendra demain sur l'ensemble des territoires français,

sauf en Guyane où l'épidémie s'est aggravée.

En Nouvelle-Calédonie, les élections municipales enthousiasment toujours les candidats puisqu'il n'y aura pas

moins de 71 listes dimanche. Pour 22 communes, ça fait une moyenne de 3,2 listes.

QUELLE PARTICIPATION ?

Pas sûr, en revanche, que les électeurs soient aussi motivés. Le 15 mars, la participation n'avait été que de 53 %. Bien moins que lors des municipales intervenues six ans plus tôt. La crise sanitaire, la crise économique et les grosses difficultés financières que rencontrent de nombreux citoyens vont-elles les inciter à prendre le chemin des bureaux de vote ? Ça reste à démontrer.

La campagne électorale n'a pas été très vigoureuse, il y a eu pas mal de chamailleries politiques, de petits jeux d'alliances par ci, des boules puantes par là. Alors ?

Pour mémoire, les bureaux de vote seront ouverts de 8 heures à 18 heures, à l'exception de l'île Ouen (Mont-Dore) où ils seront ouverts de 7 heures à 17 heures.

Pour voter, il faut évidemment être inscrit, être muni de sa carte d'électeur ou, à défaut, d'une pièce d'identité.

Ph.F.



SAMUEL HNEPEUNE
Président

Fédération des entreprises
MEDEF NC

“ Une nouvelle équipe à la tête de la Fédération des entreprises de Nouvelle-Calédonie, pour accélérer la reprise économique, dans un esprit constructif responsable et solidaire ”

Juin 2020.



MIMSY LA SELVE

1ère Vice-Présidente
Relations extérieures et R.S.E.



VALÉRIE ZAOUÏ

2ème Vice-Présidente
Service aux adhérents



THIBAUT MARTELIN

3ème Vice-Président
Développement et Relance



DOMINIQUE KATRAWA

4ème Vice-Président
Innovation et Numérique

Commission MEDEF NC
RELATIONS SOCIALES

DANIÈLE BRAULT
Présidente

Commission MEDEF NC
EMPLOI FORMATION

JAMES DOUYERE
Président

Commission MEDEF NC
ÉCONOMIE FISCALITÉ

GUILLAUME BENOIT
Président

Commission MEDEF NC
PROTECTION SOCIALE

ALEXANDRE LAFLEUR
Président





CCI
NOUVELLE-CALÉDONIE

Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie - CCI NC
@cci.nouvellecaledonie

Accueil
Publications
Vidéos
Photos
À propos
Communauté
Évènements
Créer une Page



AUDITORIUM DE LA CCI
14 RUE DE VERDUN, NOUMÉA

J'aime déjà Déjà abonné(e) Partager

Publications

CCI Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie - CCI NC
3 min ·

Samuel Hnepeune a été élu à la présidence du Medef à la suite de Daniel Ochida.

Le premier îlien à prendre la tête du MEDEF Nouvelle-Calédonie souhaite « incarner cette ouverture et cette transversalité » dans les relations institutionnelles et avec les partenaires sociaux.

Retrouvez la nouvelle équipe sur notre site



MEDEF NC

Une Fédération qui œuvre pour les entreprises
L'esprit d'entreprise, l'esprit de

CCI.NC
Le MEDEF présente sa nouvelle équipe

J'aime Commenter Partager

NC La 1ère

[Quarantaine, radiologie, aquarium et Tanéo: l'actu à la 1 du samedi 20 juin 2020](#)

Nouvel attelage au Medef

Le Medef-NC a présenté hier sa nouvelle équipe, après les élections cette semaine de son comité directeur. L'organisation patronale veut afficher l'image d'une équipe soudée, prête à se consacrer aux enjeux économiques. Reste à dresser une feuille de route pour relever les défis, nombreux en cette période de crise sanitaire et économique.

MEDEF, finances, Saint-Louis et requins: l'actu à la 1 du vendredi 19 juin 2020

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/medef-finances-saint-louis-requins-actu-1-du-vendredi-19-juin-2020-844374.html>

[l'actu du matin](#)



©NC la 1ère et Sea Shepherd

Clarisse Watue (JP) • Publié le 19 juin 2020 à 08h18, mis à jour le 19 juin 2020 à 08h33

Samuel Hnepeune élu à la tête du MEDEF-NC

Epilogue inattendu ce jeudi, aux élections du Medef-NC. Aucun des deux candidats en lice n'a été élu président. C'est le PDG d'Air Calédonie qui a fait figure de troisième voie après l'assemblée générale qui s'est déroulée sous tension mercredi soir.

Candidat de consensus entre deux listes qui se sont fortement opposées les semaines passées, il a été élu par 22 voix contre 21 à Divy Bartra. Samuel Hnepeune succède à Daniel Ochida à la tête de l'organisation patronale pour une durée de deux ans.

À lire aussi : [Samuel Hnepeune aux commandes du Medef](#)

Au Medef, on croit désormais à une « fusion » des deux programmes

SOCIAL. Au lendemain de l'élection de **Samuel Hnepeune** (liste **Unimedef**), la nouvelle équipe dirigeante a annoncé hier qu'elle travaillera à une stratégie capable de rassembler les deux sensibilités.

Après les turbulences des luttes de pouvoir, l'union ? Au lendemain des élections internes à l'organisation patronale, le nouveau comité directeur a siégé pour la première fois, hier matin à Nouméa, avant d'afficher sa volonté de parler au nom de l'ensemble des adhérents.

« Nous avons une équipe unie à la tête du **Medef** », assure **Samuel Hnepeune** (Air Calédonie). Le successeur de **Daniel Ochida**, qui ne figurait qu'en deuxième position sur la liste **Unimedef**, préside un comité composé de membres des deux listes qui se sont affrontées jeudi. La liste majoritaire occupe 6 des 10 sièges, les 4 autres reviennent à **Medef 2.0**, menée par **Divy Bartra**, le grand absent de la nouvelle équipe.

« La composition traduit le respect total de la volonté des adhérents, qui se sont prononcés de façon très équilibrée entre les deux listes, et l'élection du président s'est faite de façon démocratique », souligne **Mimsy La Selve**, première vice-présidente, qui figurait sur la liste **Medef 2.0**. **Valérie Zaoui**, qui menait la liste vainqueur et occupe désormais la 2^e vice-présidence,

s'est réjoui de voir trois femmes au sein du comité (contre une seule au sein de la précédente mandature), et à de hautes positions. « Il y avait une volonté d'ouvrir vers les femmes. Enfin, on a un **Medef** qui ressemble à la société civile. »

APRÈS LES PERSONNES, LES IDÉES

Le comité entend désormais se doter d'une stratégie qui satisfiera les deux sensibilités. **Samuel Hnepeune** se dit optimiste au sujet de cette « fusion ». Dans les programmes concurrents, il voit « beaucoup de points de convergence » pour seulement « quelques » différences d'opinion. Les deux listes militaient ainsi pour une « simplification » de la **TGC** (taxe générale sur la consommation). Il devrait être également être aisé d'obtenir un consensus au sujet de l'évolution souhaitable des **impôts** et des **cotisations sociales**. « La crise a mis à jour les difficultés structurelles de l'économie calédonienne. Les entreprises ont porté beaucoup en **charges fiscales**, et cela a affecté leur **compétitivité** », estime **Mimsy La Selve**. En revanche, d'autres sujets pourraient se révéler



Valérie Zaoui, Samuel Hnepeune, Mimsy La Selve et les autres membres du nouveau comité directeur ont siégé pour la première fois.

Photo Thierry Perron

plus conflictuels, comme celui de la place à accorder à la **production locale** au sein de l'économie. À ce titre, **Unimedef** a multiplié les gestes en direction de la **Fédération des industries** de Nouvelle-Calédonie.

Le programme de **Medef 2.0**, quant à lui, s'engageait sur un terrain politiquement explosif, prônant une immigration massive afin que la population calédonienne atteigne 500 000 habitants d'ici 2050.

Samuel Hnepeune compte s'attaquer promptement à cet exercice de synthèse. « Nous allons organiser très rapidement un séminaire, pour définir les priorités de la mandature. »

Gilles Caprais

Le Medef-NC sur une troisième voie

Samuel Hnepeune, nouveau président du Medef, est entouré, à gauche, de Valérie Zaoui, 2e vice-présidente, et à droite, de Mimsy La Selve, 1ere vice-présidente. ©A.-C. L. / Rectiligne Dans la rubrique [À la une](#) Nombre de vues 39



Qui aurait imaginé cette issue voilà encore quelques jours ? A la sortie des urnes, mercredi 17 juin, rien n'était tranché. La troisième voie qu'a permis de tracer le

lendemain l'inattendu Samuel Hnepeune, PDG d'Air Calédonie, désormais président du Medef-NC, a mis un terme à une campagne accrochée. Reste maintenant à (re)construire.

Les éléments de langage sont posés : après les divisions, les oppositions et les attaques, place à l'union et à la réconciliation. C'est en tout cas le message qu'a passé le nouveau président du Medef-NC au lendemain de son élection, entouré de ses quatre vice-présidents, de ses présidents de commissions et du trésorier du comité directeur. *« Il y a une réelle volonté des deux listes qui ont mené campagne de faire en sorte que le Medef soit réuni dans la manière de conduire les choses, résume Samuel Hnepeune pour présenter la nouvelle équipe. L'objectif est d'être le plus constructif possible, pour que le message du Medef soit structuré, audible vis-à-vis des institutions, de nos partenaires et de nos adhérents. »* Des coulisses de l'élection du président, qui a dû donner lieu à d'intenses négociations, le bureau ne dévoilera pas grand-chose et préfère se concentrer sur le consensus réussi.

Mixité

Dans le détail, les postes ont ainsi été répartis entre les membres d'Uni-Medef et du Medef 2.0 et ont fait la part un peu plus belle aux femmes cheffes d'entreprises puisqu'elles sont trois au sein de ce nouveau Codir. *« Cette union était non seulement nécessaire, commente Mimsy La Selve, 1^{ère} vice-présidente et issue de la liste Medef 2.0, mais était aussi attendue par nos adhérents. »* Et la 2^{ème} vice-présidente, Valérie Zaoui, liste Uni-Medef, de saluer elle aussi cette issue *« qui nous permet de sortir par le haut de cette campagne, ce qui n'était pas gagné. »*

Chantiers

Pas encore de feuille de route pour la nouvelle équipe mais un premier chantier, celui d'établir un programme commun, capable de réunir deux tendances jusqu'alors très éloignées l'une de l'autre sur le modèle économique à déployer à long terme pour le pays. Si le Medef renouvelé affiche un message d'unité, on sent l'ampleur de la tâche : Samuel Hnepeune a annoncé qu'un séminaire organisé rapidement devrait aboutir à un livre blanc de la mandature.

Peut-être une manière de définir un cadre précis et des dossiers identifiés sur lesquels les deux anciens courants parviendront à travailler ensemble et à parler d'une seule voix au nom des entreprises calédoniennes.

Auteur Anne-Claire LÉVÊQUE Journaliste polyvalente, Anne-Claire L'évêque travaille en radio et en presse écrite. Elle est établie en Nouvelle-Calédonie depuis 2007.